

Après Sanders la gauche en débat

mardi 17 novembre 2020, par [BHATTACHARYA Tithi](#), [CHARLES Justin](#), [DAY Meagan](#), [POST Charles](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2020).

Pour la revue Spectre, Tithi Bhattacharaya s'est entretenue avec Meagan Day, Justin Charles et Charlie Post à propos de la gauche, de la stratégie électorale et des mouvements de classe et mouvements sociaux après la défaite de Bernie Sanders dans les primaires démocrates.

1. À propos de la conjoncture

Tithi Bhattacharaya : Tout le monde s'accorde à dire que nous assistons actuellement à un processus de radicalisation intense, bien que complexe, qui s'exprime sous de multiples formes, depuis les grèves sur les lieux de travail jusqu'aux soulèvements antiracistes et féministes en passant par une popularité sans précédent du socialisme. Selon vous, quelles sont les racines de cette radicalisation politique ?

Meagan Day : Pendant une grande partie du XX^e siècle, l'opposition entre le socialisme et le capitalisme était une question vivante. Tant que l'agitation socialiste organisée et les expériences gouvernementales socialistes étaient en cours dans le monde entier, les capitalistes et leurs fonctionnaires politiques ont été poussés à démontrer la supériorité du capitalisme. Mais la fin de la guerre froide et l'ascension réussie du néolibéralisme dans l'Ouest capitaliste développé au début des années 1980 ont conduit à un sentiment omniprésent que cette question était réglée. Le capitalisme n'avait plus vraiment besoin de plaider en sa faveur, surtout aux États-Unis.

Pendant près de quatre décennies, jusqu'à la crise financière de 2008, la notion d'un changement transformateur économique et politique a donc été difficile, voire impossible, à appréhender pour les Américains "ordinaires". La crise économique a marqué un tournant. L'éthos des dernières décennies du XX^e siècle et de la première décennie du XXI^e siècle était individualiste et méritocratique : travaillez dur pour vous imposer, occupez-vous soigneusement de vos affaires, et tout ira bien pour vous.

Même de nombreux travailleurs qui doivent constamment lutter pour s'en sortir, quels que soient leurs efforts, ont intériorisé cette logique. La crise financière de 2008 et les ravages qu'elle a causés dans tout l'éventail des non-élites a mis au jour de profondes failles dans le système et a ébranlé la confiance des Américains à son égard. Le consensus capitaliste de l'après-guerre froide a été mis à mal : le roi était nu.

Pendant les sept années suivantes, un appétit de transformation s'est développé dans la population américaine. Ce sentiment était politiquement incohérent. Il y a eu Occupy Wall Street et Black Lives Matter à gauche, mais aussi le Tea Party et les premiers éclairs d'une droite rajeunie. À cette époque est apparue la revue et le site web Jacobin, mais aussi Breitbart - et ce dernier était plus financé et beaucoup plus puissant. Heureusement, au moment où la droite, particulièrement la droite populiste ou anti-élitiste, commençait à montrer des signes de percée électorale, Bernie Sanders a décidé de se présenter à la présidence et de donner à la gauche une expression électorale correspondante.

La première campagne présidentielle de Bernie Sanders a joué le rôle d'un aimant et d'une loupe, en assurant la cohésion d'une coalition diversifiée et en créant une identité politique œcuménique de gauche pour la première fois depuis longtemps, ainsi qu'en introduisant les radicaux de longue date ou potentiels à de nouvelles idées politiques, rapprochant les uns des autres, et à un sens élargi des possibilités.

Depuis que Bernie Sanders a annoncé sa candidature à la présidence, il n'y a pas eu d'accalmie dans l'activité radicale. Qu'il s'agisse de l'organisation des deux campagnes de Sanders ou des campagnes électorales des démocrates socialistes, d'adhésions dans des organisations revigorées comme les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), de grèves massives comme l'ont fait les enseignants en 2018 et 2019, ou des manifestations de rue pour protester contre le sexisme et le racisme comme nous l'avons vu au début de 2017 et comme nous l'avons encore vu en été 2020, l'élan de la gauche ne s'est pas ralenti depuis la première campagne présidentielle de Bernie Sanders. Les racines de la radicalisation actuelle sont donc complexes, mais l'effet des campagnes de Sanders est loin d'être négligeable.

Charlie Post : La radicalisation actuelle trouve ses racines dans la crise économique capitaliste de 2008 et dans la réponse de l'administration démocrate d'Obama. La récession de 2008 a marqué la fin d'un long boom économique et a révélé les limites du néolibéralisme. Depuis les années 1980, les chefs d'entreprise et leurs représentants politiques ont affirmé qu'il « n'y a pas d'alternative » à une « économie de marché » déréglementée. Alors que le boom néolibéral a aggravé les inégalités sociales, la classe capitaliste a gardé l'espoir qu'une croissance ininterrompue finirait par « profiter à tout le monde ». La crise de 2008 a ouvert une brèche dans le culte du marché et a remis à l'ordre du jour politique la critique du capitalisme en tant que système social.

Face à la crise, les dirigeants de l'État capitaliste se sont empressés de trouver une solution qui permettrait d'éviter un effondrement mondial et de rétablir la rentabilité. Ils ont abandonné certains aspects de l'orthodoxie néolibérale - en renflouant les capitalistes jugés « trop gros pour faire faillite » - tout en intensifiant d'autres aspects : austérité des services sociaux, réductions de salaires et intensification du travail. Barack Obama, élu en promettant « espoir et changement », a embrassé l'orthodoxie révisée en sauvant les grandes banques et les sociétés industrielles, en démantelant les restes de l'État qui assurait la reproduction sociale, en accentuant l'oppression des sexes, en encourageant de nouvelles vagues de concessions des travailleurs syndiqués (de moins en moins nombreux) et en condamnant les minorités racialisées du monde entier à un chômage croissant et à des emplois précaires.

Les premières réponses au programme de « relance » capitaliste sont venues de la droite populiste : le Tea Party, qui a fait des immigrants et autres travailleurs de couleur, des femmes, des homosexuels et de la gauche son bouc émissaire.

Cependant, en 2010-2011, la radicalisation actuelle de la classe ouvrière, antiraciste et féministe a commencé. Le soulèvement du Wisconsin au printemps 2011, suivi par les campements Occupy à travers les États-Unis en automne, la grève des enseignants de Chicago en 2012 et la première vague de manifestations de Black Lives Matter en 2014 ont créé les conditions pour la candidature de Bernie Sanders à l'élection présidentielle démocrate en 2016.

Même après que les dirigeants démocrates eurent défait et intégré le défi Sanders, la radicalisation s'est poursuivie avec la croissance exponentielle des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) en réponse à l'élection de Trump en 2016, les occupations d'aéroports contre l'interdiction d'entrée des musulmans au début de 2017, la première grève internationale des femmes au printemps, la révolte des enseignants des États républicains de 2018, les vagues de grèves dans les soins de santé, les hôtels et l'industrie automobile. La vague actuelle d'actions sur le lieu de travail et le soulèvement

prolongé contre la brutalité policière et le racisme structurel n'est que la dernière manifestation de cette radicalisation.

Justin Charles : Ce moment fait partie d'une séquence d'événements politiquement radicalisants. Il y a d'abord eu la guerre en Irak et le mouvement qui s'y opposait. Ensuite, il y a eu la crise financière de 2008 et l'élection de Barack Obama, et toute la déception qui allait suivre. Occupy Wall Street, le Movement for Black Lives en réponse à la terreur policière, et la résistance indigène à Standing Rock. Bien sûr, il y a eu la première campagne de Bernie Sanders pour la présidence. Puis l'élection de Trump a eu lieu et, dans une succession rapide, l'interdiction des musulmans, l'interdiction des trans, le rassemblement des tenants de la suprématie blanche à Charlottesville, l'escalade des raids de l'ICE [1] pour arrêter et expulser les sans-papiers, les divers soulèvements des enseignants, l'exode des migrants de l'Amérique centrale vers le nord, et bien plus encore.

Quelque part au milieu de tout cela, le nombre de membres de Socialistes démocrates d'Amérique est monté en flèche. Le militantisme ouvrier des grèves des enseignants s'est poursuivi et s'est étendu à d'autres secteurs. Et tout cela pas seulement aux États-Unis. Récemment, nous avons assisté à des grèves générales en France et en Inde contre les attaques contre l'État-providence et le régime fasciste de Modi. Nous avons vu les Chiliens prendre le contrôle de leur métro pour exiger la gratuité et les Haïtiens se soulever contre l'austérité néolibérale. Aux États-Unis, nous avons également vu les Portoricains descendre dans la rue pour s'opposer à la mauvaise gouvernance et au colonialisme.

En 2020, Bernie Sanders a fait croire à beaucoup d'entre nous qu'il pourrait réussir - il suffisait de voir l'establishment démocrate se consolider rapidement derrière Joe Biden - mais l'électorat s'est contenté d'un pari qui lui semblait plus sûr - ce qui est fort douteux. Puis vint la pandémie, son impact économique et la réponse lamentablement inadéquate du gouvernement américain. Nous nous trouvons maintenant dans une nouvelle vague de ripostes à la terreur policière raciste, avec des soulèvements dans de nombreuses villes à travers le pays et le monde entier faisant apparaître les revendications de ne pas financer et d'abolir la police, suivis d'une répression violente par l'État. Tout cela se produit alors que le changement climatique se poursuit sans relâche.

Tithi Bhattacharaya : Pour des millions de personnes, les campagnes électorales de Bernie Sanders ont sans aucun doute introduit le concept du socialisme et lui ont donné un nouveau sens. Cela a conduit une partie de la gauche à soutenir que les campagnes électorales comme celle de Bernie peuvent servir d'outils pour activer ou consolider la lutte des classes. Dans la conjoncture actuelle, quelles sont, à votre avis, les différences stratégiques entre la construction d'une base militante de masse et une base électorale populaire ?

Meagan Day : Je ne vois pas de différences. Dans les faits, les secteurs de la gauche qui poursuivent une politique électorale populaire sont précisément ceux qui ont fait le plus de progrès vers la construction d'une base durable de militants de masse dans la période actuelle.

Je vais prendre une étude de cas pour illustrer ce que je considère comme l'interaction générative entre la politique électorale et non électorale. DSA-New York, comme toutes les organisations de DSA après l'explosion du nombre de membres et la transformation organisationnelle de 2016, cherche encore son équilibre. Ce faisant, il a touché un point crucial : si nous participons aux campagnes électorales et que nous réussissons, nous aurons davantage d'occasions, fournies par nos élus, d'interagir avec d'autres mouvements sociaux entre les élections.

Par exemple, Julia Salazar, DSA-New York, a été élue au Sénat de l'État de New York en 2018. Elle a alors pu présenter et trouver des co-parrains pour la loi de 2019 sur la garantie du logement et la protection des locataires, la plus importante série de réformes en faveur des locataires depuis des

décennies à New York. Sur le terrain, alors qu'il n'y avait pas d'élections, DSA-New York s'est organisé aux côtés des militants des droits des locataires et de la justice du logement pour faire pression afin de soutenir ce projet de loi.

Dans ce processus, DSA-New York a renforcé les liens avec les locataires et les militants du droit au logement, dont certains ont fini par rejoindre l'organisation. Entre autres, Marcela Mitaynes et Phara Souffrant, qui sont toutes deux entrées en contact avec DSA et le socialisme par le biais de notre travail sur la question du logement, puis ont rejoint l'organisation et ont commencé à s'identifier comme socialistes.

Cette année, Mitaynes et Souffrant se sont présentées aux élections sur la liste de DSA en tant que socialistes démocratiques et elles ont gagné. Elles vont maintenant rejoindre Salazar à Albany, la capitale de l'État de New York. Ainsi, DSA-New York est désormais plus fortement enracinée dans les mouvements pour les droits des locataires et la justice du logement, et son opération électorale ciblée a également permis d'élire des représentants de ces mouvements. En étant élues elles pourront sans doute renforcer encore plus ce type de pollinisation croisée entre la politique parlementaire et extra-parlementaire.

Charlie Post : Il ne fait aucun doute que la campagne de Sanders en 2016 a donné une expression électorale aux luttes de 2011-2014. Et sa défaite en 2020 a été le résultat des limites de ces mouvements indépendants. Plus important encore, la campagne de Sanders a donné un nom à la révolte spontanée et inachevée de millions de personnes face aux échecs du néolibéralisme : le socialisme démocratique. Cependant, la campagne de Sanders n'a pas créé cette radicalisation ni une nouvelle couche militante massive.

Il existe des différences structurelles entre la construction d'une base massive de militants pour les mouvements sociaux perturbateurs et une base d'électeurs majoritaires pour une campagne électorale dont le but - même pour les politiciens les plus radicaux - est de gagner des sièges. Les campagnes électorales dont le but est de gagner diffèrent des mouvements de masse d'action directe contre le capital et l'État par leur impact sur le pouvoir, l'organisation et la conscience des travailleurs.

Pour gagner les luttes de masse, les gens doivent organiser des confrontations risquées avec le pouvoir en place ; il faut enfreindre la loi et construire une solidarité à travers les multiples schismes de notre classe (race, sexe, citoyenneté, etc.). En conséquence, les mouvements de masse ont le potentiel de construire des organisations démocratiques durables, de contester les idées racistes et sexistes, de transformer les attitudes à l'égard du capitalisme, d'exposer la nature de l'État capitaliste et de remporter de véritables victoires. L'actuel soulèvement ouvrier multiracial contre le racisme de la police a, en quelques semaines, remporté des victoires qui semblaient impossibles (arrestation de flics brutaux, retrait de drapeaux, de monuments et de noms d'équipes racistes) et transformé des positions qui étaient marginales - ne pas financer, désarmer et abolir la police - en sujets de discussion dans les médias de masse.

Les campagnes électorales qui visent à gagner - les seules qui peuvent être menées au sein du Parti démocrate - n'impliquent pas que les participants affrontent le pouvoir en place ou prennent des risques. Ces campagnes, y compris celles de Bernie, n'apportent pas non plus aux participants les compétences et les connaissances nécessaires pour mettre sur pied des organisations de lutte des travailleurs et des opprimés. Comme les élections sont gagnées en mobilisant 50 % des voix plus une, il n'est pas ou peu nécessaire de s'attaquer à des questions « qui divisent » comme le racisme, la xénophobie ou le sexisme ; et les raisons ne manquent pas pour éloigner la campagne du militantisme « aliénant » des luttes de masse conflictuelles. Enfin, des années d'élection de politiciens « progressistes » n'ont apporté que peu de gains aux travailleurs et beaucoup de

déceptions.

Il est évident que les campagnes électorales peuvent donner une expression politique aux luttes de masse, mais seulement lorsqu'elles sont organisées par des militants du mouvement et qu'ils doivent leur rendre des comptes. Cela nécessite une indépendance politique par rapport au capital - une indépendance par rapport au Parti démocrate.

Justin Charles : Bien que je ne puisse pas attribuer à la seule campagne de Sanders le mérite de m'avoir fait passer, il y a quatre ans, d'une situation essentiellement inactive et désorganisée sur le plan politique à la direction d'une organisation socialiste, Bernie a été très important pour moi. Sa campagne m'a montré qu'il était possible de susciter les attentes des gens et de faire étinceler des imaginations politiques qui étaient atrophiées. Mais je pense que les campagnes de Sanders en 2016 et à nouveau en 2020, aussi réussies soient-elles, n'ont pas nécessairement permis de construire une base électorale populaire, du moins pas assez importante pour gagner.

Je pense que le facteur clé sous-jacent est qu'une partie insuffisante de l'électorat primaire démocrate croyait qu'une grande partie de la plateforme Sanders était politiquement possible. Bernie a perdu parce que la plupart des gens croient que le monde est tel qu'il est et qu'il ne peut pas changer de manière significative. Bernie et beaucoup de ceux qui l'ont soutenu ont parlé d'un mouvement, mais je pense qu'il n'existait pas, malgré tous ses efforts pour le construire.

Construire un mouvement de masse pour le socialisme, cette base massive de militants, signifie permettre à plus de gens de s'engager dans la lutte, de faire l'expérience de la solidarité et de continuer de lutter ensemble pour obtenir plus. Cela signifie qu'il faut réussir à canaliser l'énergie qui reste des campagnes de Bernie pour l'organiser à long terme lors des élections, mais le plus souvent en dehors des élections. Cela signifie qu'il faut reconstruire les anciennes institutions du pouvoir ouvrier et en créer de nouvelles. Cela signifie voir toutes les manifestations de la lutte des classes et utiliser l'organisation dont nous disposons pour amplifier, soutenir et faire avancer cette lutte.

Tithi Bhattacharay En parlant de questions stratégiques, Eric Blanc et Seth Ackerman ont popularisé le concept de « dirty break » [une rupture sale] avec le Parti démocrate. Ils soutiennent que les socialistes devraient utiliser les listes électorales du Parti démocrate pour gagner en puissance, jusqu'à ce que nous soyons, soit assez puissants pour rompre avec les Démocrates, soit « virés » du parti à cause de notre engagement politique socialiste. Ma question ne porte pas tant sur la rupture proprement dite, mais sur le lendemain de la rupture. Que se passe-t-il si et quand les socialistes gagnent des sièges dans de telles circonstances ? Peuvent-ils être nos tribuns au Congrès ?

Meagan Day : La « sale rupture » décrit une stratégie visant à orienter les socialistes démocratiques ouvertement affiliés à une organisation (dans ce cas DSA) sur n'importe quelle liste électorale, y compris celle du Parti démocrate - ce qui est le plus logique pour atteindre un large public et avoir une chance de gagner -, afin de promouvoir la politique de classe du haut d'une plateforme aussi grande que possible. L'idée est donc de développer de nouveaux tempéraments politiques, de nouvelles compréhensions, hostilités et allégeances au sein de l'électorat.

Parallèlement à notre travail non électoral d'organisation, qui nous aide à établir une présence plus permanente dans la classe ouvrière (et qui est facilité par notre travail électoral, comme illustré ci-dessus), la théorie est que cela va graisser les rouages de la construction d'un parti indépendant car il ne sera pas voué à l'insignifiance à ses débuts.

« Après cette sale rupture » décrit ensuite une situation (ni proche ni facile à réaliser) dans laquelle nous avons réussi à créer notre propre parti, et non pas un tout petit parti de protestation de plus,

mais un parti de masse capable d'obtenir une part significative des votes. Si des socialistes gagnent des sièges après que nous avons créé un tel parti, elles et ils pourront certainement agir en tant que notre tribune au Congrès. En fait, elles et ils auront beaucoup plus de facilité pour le faire que dans cet intervalle, pendant lequel nous serons confrontés à des obstacles sérieux et légitimes, imposés en particulier par le Parti démocrate.

En tant que représentant•e•s d'un parti ouvrier indépendant de masse (ou parti ouvrier, ou parti socialiste, distinctions qui méritent d'être débattues), nos élu•e•s après ce dirty break pourront non seulement légiférer au nom de la classe ouvrière mais aussi organiser des rassemblements de masse et des événements médiatiques pour promouvoir la plateforme du parti, mener ouvertement des combats avec les partis capitalistes et faire de l'agitation contre nos ennemis par le biais du parti et de sa presse, de même qu'encourager l'auto-activité ouvrière non électorale en amplifiant les luttes et la résistance des travailleuses et des travailleurs depuis les couloirs du pouvoir. Le monde de l'après-dirty est plein de promesses – le hic, c'est d'y arriver !

Charlie Post : Je pense que les socialistes ont été confrontés à toute une série de problèmes lorsque nous avons élu des candidats au nom du Parti démocrate. Ces mêmes problèmes se poseraient si nous essayions de présenter des candidats indépendants après avoir tenté de remporter l'investiture démocrate.

Les élus, même les socialistes les plus radicaux qui se présentent comme membres de partis indépendants, sont soumis à d'énormes pressions pour « aller en avant pour s'entendre ». En l'absence d'une lutte de masse montante et d'organisations fortes capables de contrôler leurs élus, les exigences quotidiennes liées à l'adoption de lois et à « servir les électeurs » poussent les élus à chercher des alliés parmi les élus d'autres partis pour « faire avancer les choses ». Le prix de ces accords est l'abandon de programmes radicaux au profit de programmes plus modérés et « réalistes ». Ces pressions sont toujours intensifiées en période de crise économique, comme aujourd'hui. La pression pour « relancer l'économie » (restaurer la rentabilité) a été le banc d'essai de nombreuses expériences électorales plus ou moins radicales, depuis le gouvernement socialiste français de Mitterrand dans les années 1980 jusqu'au Syriza grec en 2015.

La stratégie de la « sale rupture », avec sa longue période de travail des socialistes au sein du Parti démocrate, ne fera pas grand-chose pour atténuer ces pressions. Bien que je doute de l'affirmation selon laquelle c'est une « sale rupture » qui a permis de créer le parti des travailleurs agricoles du Minnesota dans les années 1920, cette stratégie a peu de chances de réussir aujourd'hui car les Démocrates sont encore moins « perméables » aux mouvements sociaux et ouvriers qu'ils ne l'étaient dans les années 1960 et 1970. Les Démocrates sont devenus une clique de collecte de fonds dirigée par des comités d'élus qui n'ont pas de comptes à rendre et qui ont très bien réussi à vaincre ou à contenir les défis de la gauche depuis les années 1990. Pour dire les choses simplement, la perspective d'une « sale rupture » dans le Parti démocrate, où la gauche construit ses forces dans une organisation qui n'a aucune forme d'adhésion militante, est irréaliste.

Nous pouvons constater aujourd'hui, alors que la « sale rupture » n'est absolument pas à l'ordre du jour, que DSA n'a pas été en mesure de demander des comptes aux candidats et aux membres qui se présentent et sont élus aujourd'hui.

Justin Charles : Hypothétiquement, disons que nous avons obtenu un tel succès en nous présentant en tant que Démocrates, nous leur avons forcé la main à un tel point, que l'establishment estime qu'il doit changer les règles et les lois de sorte que nous ne puissions pas continuer à le faire. Ne serions-nous pas également dans une position où nous aurions déjà la puissance nécessaire pour faire de réels dégâts en nous présentant ainsi ? N'aurions-nous pas été suffisamment nombreux à être élus pour obtenir des victoires politiques significatives ?

Je pense qu'il ne faut pas faire de fixette sur comment se présenter aux élections. Le mode de scrutin dans ce pays et le système de partis sont faits de manière à ce que les tiers ne puissent pas gagner. Si nous jouons à ce jeu, nous devons jouer pour gagner. Nous devrions continuer à présenter les socialistes sous l'étiquette du Parti démocrate avec des programmes qui parlent du monde tel que nous le voulons.

À DSA-New York, nous avons fait cela avec Julia Salazar, et elle a contribué à ouvrir la voie à une législation historique sur la protection des locataires. Nous venons d'élire quatre autres législateurs socialistes de l'État, à savoir Jabari Brisport, Phara Souffrant Forrest, Marcela Mitaynes et Zohran Mamdani. Dans le cas de Julia, elle est arrivée à Albany aux côtés de plusieurs progressistes, et je pense qu'elle leur a donné l'espace nécessaire pour légiférer d'une manière qu'ils n'auraient pas pu avoir autrement. Les récentes primaires pour les élections législatives de l'État ont permis à encore plus de progressistes d'arriver en tête, ainsi qu'un autre socialiste, que nous n'avons pas soutenu.

Je pense que les élections fédérales sont une tout autre affaire. Les élus ayant le talent et le savoir-faire d'Alexandria Ocasio-Cortez (que tout le monde appelle AOC) sont rares et le Congrès est exceptionnellement hostile à la gauche. Je pense que notre mouvement est actuellement le mieux placé pour obtenir des victoires au niveau des municipalités et des États.

Tithi Bhattacharaya : Où pensez-vous que nous, en tant que gauche, devrions concentrer nos énergies et nos ressources en ce moment où une pandémie fait rage et qu'une récession se profile à l'horizon ? Autrement dit, si vous vous adressiez à un groupe de lycéens qui viennent d'organiser une manifestation de masse dans leur ville contre la violence policière, et qui sont déjà conscients de plusieurs sources systémiques d'oppression, sur quel sujet leur demanderiez-vous de mettre leur temps et leur énergie ?

Meagan Day : Je leur demanderais de rejoindre une organisation socialiste, plus précisément DSA – ou s'il s'agit de lycéens, YDSA, la branche jeunesse de l'organisation. Quant à savoir sur quoi l'organisation devrait se concentrer, je pense que cela dépend des circonstances. Il incombe à DSA d'organiser les travailleurs essentiels tout au long de la pandémie, de participer pleinement et avec enthousiasme aux manifestations de masse de cet été, tout comme il nous incombera d'être solidaires des grèves des enseignants contre la réouverture si elles ont lieu au début de l'automne, puis de se joindre aux efforts de la coalition pour obtenir l'appui de la population à l'égard des mesures visant à taxer les riches et à financer les services sociaux, lorsque ces mesures seront mises en œuvre à la fin de l'automne. Dans les mois à venir, nous devrions en particulier être à l'affût de toute possibilité d'action de masse contre le dangereux déconfinement de l'économie et contre la cruelle négligence et l'exploitation de la classe ouvrière pendant le confinement.

La politique évolue rapidement, et les socialistes organisés doivent être suffisamment flexibles pour les suivre. Il y a toujours le problème de « courir derrière les mouvements sociaux », c'est-à-dire la tendance des groupes socialistes, généralement marginaux, à se jeter sur ce qui est populaire et généralement de gauche (les campagnes de Bernie Sanders étaient, curieusement, l'exception !) et à ne jamais tenter d'établir leur plan d'action à l'avance. Dans cet état d'esprit, nous devons élaborer des stratégies pour concevoir, lancer et réaliser nos propres campagnes, que ce soit pour faire élire un•e candidat•e ou pour renforcer une initiative valable du mouvement ouvrier ou autre. Mais même alors, nous devons prendre ces décisions en tenant compte de l'actualité.

J'ajouterai plus concrètement que chaque fois que nous nous trouvons en position de concevoir des campagnes à partir de zéro – au lieu de simplement réagir à des circonstances changeantes et urgentes – je pense que les meilleures façons pour déployer nos efforts sont la politique électorale, dans le but de l'utiliser pour promouvoir la conscience de classe et intensifier la lutte de classe, ainsi que le mouvement ouvrier, dans le but de favoriser l'organisation et le militantisme de base. Nous

devons entreprendre ces projets dans l'esprit d'un renforcement institutionnel durable. Les socialistes ne doivent pas perdre de vue les organes qui nous ont menés le plus loin dans le passé : le parti et le syndicat.

Charlie Post : La première priorité est de créer des organisations durables pour poursuivre la lutte pour la réduction du financement, le désarmement et le démantèlement de la police. Le capital et ses représentants politiques ont été pris au dépourvu par la rébellion. Ils tentent de reprendre l'initiative en accordant des demandes peu coûteuses (retirer les statues et les drapeaux, renommer les équipes et les stades) ou en cherchant à donner à la classe moyenne de couleur une plus grande place en tant que force modératrice sur les travailleurs, tout en résistant aux demandes radicales et redistributives de réduction des budgets de la police, de financement des services sociaux, des soins de santé, des écoles et des emplois. Nous avons besoin d'une nouvelle organisation, similaire au SNCC (Comité de coordination non-violent des étudiants) dans les années 1960, qui puisse continuer à construire un mouvement social perturbateur pour la politique radicale d'abolition de la police.

La priorité suivante sera de nous organiser pour ne pas faire payer aux travailleurs la pandémie et la dépression. Ces deux crises ont frappé les personnes racisées et les femmes, qui sont surreprésentées parmi les « travailleurs essentiels » à bas salaires, non syndiqués et qui ont de très grandes responsabilités dans la reproduction sociale largement privatisée. Non seulement nous sommes obligés de retourner sur des lieux de travail dangereux, sacrifiant notre vie pour les profits de nos employeurs, mais il y aura des expulsions et des saisies massives et un nouveau fléau de sans-abrisme se profile à l'horizon. Dans les années 1930, les anticapitalistes ont organisé des manifestations de masse, des occupations de bureaux gouvernementaux et une résistance directe aux expulsions et aux saisies, réclamant des emplois syndiqués ou des allocations de chômage et un moratoire permanent sur le paiement des loyers et des hypothèques. Nous devons faire de même aujourd'hui.

Nous devons déployer la révolte sur nos lieux de travail. Des millions de personnes ont appris que si on fout tout en l'air, on gagne. Rien ne fait plus peur à la classe capitaliste que la perspective d'une nouvelle génération d'agitateurs multiraciaux qui réorganisent les entrepôts, les usines, les écoles, les hôpitaux et les bureaux à travers les États-Unis.

Enfin, nous avons besoin d'un nouveau parti socialiste pour organiser les socialistes dans les mouvements de masse et pour éduquer au socialisme. Un tel parti peut et doit commencer, dès aujourd'hui, à présenter des candidats indépendants pour les représentations locales et nationales, en particulier dans les régions à « parti unique », où nous pouvons facilement éviter les accusations de saboter l'élection. Seules les campagnes menées indépendamment des Démocrates ont le potentiel d'obliger les candidats de rendre des comptes à nos organisations socialistes, de sorte qu'ils claironnent les revendications de notre mouvement, plutôt que « d'aller en avant pour s'entendre » dans les institutions.

Justin Charles : Nous devrions nous organiser contre la réouverture des écoles et pour le sauvetage des gens et des budgets partout. La pression en faveur de l'austérité sera implacable et nous devrions être à la hauteur de cette intensité en plaidant pour le financement intégral du type de société que nous voulons. Les appels à l'arrêt du financement, au désarmement et à l'abolition de la police ainsi qu'à l'investissement dans nos communautés doivent se poursuivre.

Ce que je préfère dans ces révoltes, c'est la jeunesse de chacun. Ils semblent aussi comprendre très clairement que les flics ne sont pas là pour les protéger et que nous devons transformer fondamentalement notre société. Je veux donc que ces personnes fassent partie d'organisations. Si je m'adressais à un groupe de lycéens qui ont organisé une manifestation de masse contre la violence policière, je les encouragerais à recommencer et à continuer à s'organiser autour des questions qui

les touchent directement.

Je leur dirais de rejoindre des organisations qui se concentrent sur ces questions, là où elles existent, et si elles n'existent pas, qu'ils les construisent eux-mêmes. Je ferais de mon mieux pour qu'ils adhèrent à l'YDSA et créent des sections dans leurs écoles. Je leur dirais de s'associer à leurs parents et à leurs enseignants pour lutter contre les dangereuses réouvertures des écoles cet automne et pour financer entièrement l'apprentissage en ligne pour eux. Et je leur dirais qu'ils peuvent m'appeler à tout moment et que je ferais tout ce que je peux pour les aider.

2. Répondre et débattre

Justin Charles : Je pense que Meagan, Charlie et moi-même sommes largement d'accord sur les conditions qui ont donné naissance à cette vague actuelle de radicalisation. Sur la question d'une base électorale populaire, d'une base d'activistes de masse, et où celles-ci convergent et divergent, je n'ai pas réussi à faire comprendre que je pense que malgré certaines différences, nous avons besoin des deux. La construction d'une base d'activistes de masse implique d'engager de plus en plus de personnes qui ont souffert de la croyance dépolitisante dans l'impossibilité d'un changement transformateur et de les amener dans la lutte pour les politiser de telle sorte qu'elles croient que nous pouvons construire le monde que nous voulons.

L'exemple de DSA-New York, que Meagan et moi citons, illustre une voie vers un véritable mélange du domaine électoral et celui des mouvements de masse. Avant même que nous n'obtenions des victoires électorales, il y a une continuité. Depuis la lutte pour le réaménagement de l'armurerie de Bedford-Union et la campagne électorale de Jabari Brisport pour le conseil municipal, jusqu'à la victoire de Julia Salazar contre un lobby immobilier. C'est ce qui a permis d'obtenir une loi historique sur les droits des locataires, mais cette victoire n'a pu être remportée qu'aux côtés du mouvement des locataires pour la justice de New York, rendant possible notre contact avec Marcela Mitaynes et Phara Souffant Forrest et notre victoire aux législatives de l'État en juillet. Nous nous retrouvons maintenant avec quatre des nôtres à l'assemblée à Albany, dans des circonstances désastreuses pour des milliers de locataires de cette ville, à la suite de la pandémie et de la fin de la protection contre les expulsions.

Au niveau municipal à New York, nous voyons maintenant plus de possibilités de liens de rétroactions fortes entre les luttes des mouvements radicaux et la politique électorale. Alors que nous avons vu Minneapolis et d'autres villes comme Los Angeles réduire le budget de la police en réponse à une vague d'actions de rue, notre conseil municipal a adopté un budget embarrassant. Il n'a pas réduit le financement ou le personnel de la police de New York de manière significative, faisant plutôt un tour de passe-passe en transférant l'argent de la police de New York à l'éducation... pour ce qui sera encore une police dans les écoles.

En attendant, nous assisterons à des coupes budgétaires et à des licenciements généralisés dans le secteur public de la ville, dans des services qui ont déjà souffert de l'austérité pendant des décennies. C'est ce que fait le Conseil alors que nous entrons dans le cycle d'élection du conseil municipal de 2021 et que 35 sièges se libèrent en raison de la limitation du nombre de mandats. Les candidats socialistes ont une occasion en or de présenter un argument en faveur du type de ville qu'ils veulent que New York devienne après la pandémie. S'affranchir de la violence policière raciste et investir dans les New-Yorkais sera un facteur déterminant dans ces arguments et nécessitera de travailler aux côtés des mouvements.

En réponse à la critique de Charlie concernant les campagnes pour les primaires démocrates, je dirais que les candidats de NYC-DSA en 2020, et Julia Salazar en 2018, ont directement affronté l'acteur politique le plus puissant de la ville et de l'État : le lobby immobilier. Nous avons contribué à

rendre tabou pour les autres candidats de prendre l'argent de l'immobilier. Je suis d'accord avec les préoccupations concernant le contrôle des élus, mais je pense que nous pouvons minimiser ce genre de problèmes en formant les candidats issus des rangs de notre organisation et en les attirant vers nous grâce au travail que nous effectuons dans les mouvements sociaux, comme nous l'avons fait. Alors que nous entrons l'année prochaine dans le cycle électoral du conseil municipal, la lutte contre la police et son racisme profondément enraciné ainsi que contre la politique d'aménagement du territoire conduisant aux expulsions devront être au cœur de notre action.

Nous avons besoin de solides opérations volontaristes de collecte de fonds à la base. Nous devons être suffisamment forts pour qu'ils n'aient pas besoin « d'aller en avant pour s'entendre ». Les organisations peuvent y parvenir grâce à la démocratie interne, à l'engagement d'une base de membres actifs et au développement et à l'adhésion à un programme politique. Allons-nous appeler cela un parti ? Je ne sais pas, peut-être. Et peut-être pas.

Si nous définissons strictement un parti comme une organisation qui présente des candidats en son nom, cela m'intéresse moins en ce moment. Mais si nous parlons d'un parti dans le sens d'une organisation radicale de combat et d'élaboration, qui se construit à partir de et en parallèle aux luttes en cours pour aider à les unir entre elles afin de faire face aux pouvoirs qui maintiennent notre exploitation et notre oppression, et qui utilise les élections comme un outil pour y parvenir, alors cela m'intéresse beaucoup. Ce type d'organisation n'a pas nécessairement besoin de ses propres candidatures aux élections pour faire son travail.

En ce qui concerne la question de savoir ce que nous devrions faire ensuite, je suis d'accord avec Charlie à peu près sur tout, sauf sur la manière dont nous devrions présenter nos candidatures. Nous avons besoin d'organisations qui peuvent continuer à s'engager dans la lutte actuelle contre la police, contre le complexe industriel carcéral dans son ensemble. Nous avons peut-être déjà cela dans des organisations comme Critical Resistance, mais je pense que nous en verrons aussi de nouvelles.

Nous devons rendre l'abolition de la police déchiffrable pour ceux qui ne la comprennent pas mais qui sont honnêtes. Nous devons faire comprendre qu'il s'agit de la présence des institutions qu'une société juste devrait avoir ainsi que de l'absence de celles qu'elle ne devrait pas avoir. Nous devons également être prêts à lutter contre l'austérité, le dangereux déconfinement de l'économie, la crise des expulsions et les retombées économiques de la pandémie qui se profile à l'horizon et nous pouvons nous tourner vers nos prédécesseurs du début du XX^e siècle pour trouver des exemples de la manière dont nous pourrions y parvenir.

Pour répondre à Meagan, je suis d'accord pour dire que nous devons marcher sur le fil du rasoir pour rester agiles et capables de répondre aux développements politiques au fur et à mesure qu'ils se présentent, tout en ayant une vision à long terme et en travaillant toujours à nos propres objectifs selon nos propres conditions. Je crois également que nous devons poursuivre notre engagement dans les campagnes électorales et le mouvement syndical.

J'ajouterai seulement qu'entre ces deux pôles, il existe de nombreuses manifestations de la lutte des classes. Beaucoup de luttes et de modes d'organisation souvent qualifiés de « marginaux » sont tout le contraire. Ils sont des composantes essentielles d'une politique ouvrière et socialiste : l'abolition et l'autodétermination, le féminisme socialiste et l'ouverture des frontières sont tous des sujets centraux de la lutte des classes. Ces dernières années, elles ont rassemblé dans la rue certains des courants les plus divers et ont posé la question du pouvoir politique.

Meagan Day : Il semble qu'entre nous trois, il y ait de nombreux points d'accord. En attendant, les points de désaccord sont, à mon sens, des questions légitimes et urgentes qui méritent une attention

soutenue et un examen attentif, ce qui est le but de cette table ronde. C'est pourquoi, compte tenu de mon temps de réponse limité, je me concentrerai sur les points de désaccord.

Je pense que Justin et Charlie accordent beaucoup trop peu d'importance au rôle de Bernie Sanders dans leur analyse de la radicalisation contemporaine. Je suis d'accord avec la contextualisation par Justin de la première campagne de Sanders dans les épisodes de résistance des vingt dernières années, mais je ne pense pas qu'il lui accorde la considération particulière que je crois qu'elle mérite. La première campagne de Sanders a marqué un départ important dans la vie politique du pays pour trois raisons distinctes mais liées.

Premièrement, elle a permis de mettre en cohérence les luttes intenses mais diffuses sur le plan politique et organisationnel des décennies précédentes. Deuxièmement, elle a mis en cohérence cette base autour d'un programme minimum de revendications populaires et a expliqué à son public de masse pourquoi nous n'avons pas ces choses : le pouvoir des milliardaires, les compagnies d'assurances, le complexe militaro-industriel et Wall Street. Troisièmement, sa campagne a orienté un mouvement à l'échelle nationale pour exiger de l'État fédéral et a représenté un moyen plausible de gagner sur ces revendications.

Occupy Wall Street et d'autres moments de révolte ont certainement injecté des politiques ouvrières perturbatrices dans le discours dominant, mais le mouvement qui les faisait avancer était souvent politiquement incohérent, à court d'infrastructures et de revendications, et plus propagandiste que stratégique. Les campagnes de Sanders sont intervenues dans cet état de fait en marquant l'émergence d'un programme qui s'adressait directement aux besoins matériels de la classe ouvrière, au-delà des différences culturelles, et qui a commencé à faciliter le développement de nouvelles coalitions dépassant largement les frontières des scènes militantes et progressistes. De plus, la compétition présidentielle s'est accompagnée de conditions de victoire et de défaite claires, ce qui l'a rendue plus concrète que les mouvements de protestation qui l'ont précédée.

Au cours de la première campagne de Sanders, la perspective de taxer les riches et de redistribuer leurs richesses mal acquises pour financer les soins de santé publics et l'enseignement supérieur public est devenue une proposition vraiment crédible pour des millions de travailleurs ordinaires à travers le pays. Jusqu'à présent, le fait que la politique présidentielle ait une portée nationale fait une grande différence, et bien que je sois d'accord avec Justin pour dire que nous n'aurons peut-être pas beaucoup d'opportunités dans ce domaine dans un avenir proche, nous devrions les souhaiter.

Dans sa première réponse, Charlie affirme que le Parti démocrate a « vaincu et intégré » la première campagne de Sanders. Il s'agit là d'une sous-estimation dramatique de l'intervention de Sanders. Tout d'abord, le crépuscule de la campagne de Sanders en 2016 a inauguré un afflux important de nouveaux militant•e•s vers la politique socialiste organisée, principalement (mais pas exclusivement) marquée par la croissance rapide de DSA. Dans le contexte d'une gauche américaine historiquement désorganisée, cela a marqué un énorme élan de confiance politique et d'organisation. Ce n'est pas une coïncidence si les rangs du mouvement socialiste organisé ont commencé à gonfler à partir de sa marée basse historique dans le sillage direct d'une course à la présidence qui a vu un socialiste démocratique contester sérieusement le pouvoir politique de la classe capitaliste au sein du Parti démocrate.

Si la première campagne de Sanders (comme la seconde) n'a pas remporté le pouvoir de l'État, elle a néanmoins stimulé la renaissance du mouvement socialiste organisé. En outre, en motivant et en activant politiquement les principaux organisateurs - de leur propre aveu, comme le montrent le livre d'Eric Blanc *Red State Revolt*, les pages de Jacobin et le journal de DSA *Democratic Left* - et en contribuant à une atmosphère générale de polarisation politique génératrice, accompagnée d'un fort courant anti-austérité, la campagne Sanders a contribué de manière significative à la montée en

puissance du militantisme ouvrier, dont le mouvement des enseignants #RedforEd a été le fer de lance en 2018 et 2019 – la plus grande vague de grève aux États-Unis depuis quarante ans.

Je suis plus encline à être d'accord avec Justin qu'avec Charlie sur l'efficacité et le potentiel de la politique électorale. Quand Charlie dit que « les mouvements de masse ont le potentiel de construire des organisations démocratiques durables, de contester les idées racistes et sexistes, de transformer les attitudes à l'égard du capitalisme, d'exposer la nature de l'État capitaliste et de remporter de véritables victoires », je ne peux pas être en désaccord. Mais au cours des quatre dernières années, j'ai également vu les campagnes électorales socialistes faire chacune de ces choses à maintes reprises. Ceux qui affirment ne pas avoir été témoins de cela, je les accuserais de ne pas avoir prêté suffisamment attention aux six conseillers municipaux de DSA de Chicago, aux cinq candidat•e•s de DSA qui viennent de gagner un ticket pour l'assemblée à Albany afin d'y rejoindre une sixième, aux activités d'AOC, de Rashida Tlaib et d'Ilhan Omar au Congrès, ou aux activités de Kshama Sawant, de l'Alternative socialiste, au sein du conseil municipal de Seattle, pour n'en citer que quelques-uns.

Il est plausible d'affirmer que l'activité électorale socialiste pourrait entraver l'activité extra-parlementaire de masse, mais un bilan des quatre dernières années démontre que dans notre conjoncture actuelle, il existe une boucle de rétroaction positive importante entre les campagnes pour le pouvoir d'État et les mouvements sociaux. J'ai donné un exemple de ce à quoi cela peut ressembler lorsque nous gagnons dans ma précédente contribution à ce débat. Mais c'est également vrai même lorsque nous ne gagnons pas. Par exemple DSA d'East Bay : nous avons mené une campagne législative d'État que nous avons perdue fin 2018, puis nous avons rapidement réorganisé cet appareil électoral pour servir d'infrastructure et de base militante à une campagne, extrêmement ambitieuse et créative, de soutien à la grève historique des enseignants d'Oakland début 2019.

En fin de compte, il me semble imprudent d'opposer la politique électorale et non électorale, alors que nous pourrions plutôt élaborer une stratégie sur les meilleures façons d'utiliser les élections pour renforcer l'activité extra-parlementaire. C'est dans cet esprit que DSA a adopté, lors de sa convention nationale de 2019, une résolution visant à poursuivre les « élections de lutte des classes », avec l'intention expresse d'utiliser la politique électorale pour stimuler et renforcer l'activité non électorale.

Cela nous amène naturellement à la question du parti, qui semble être le désaccord le plus prononcé entre les trois participants à ce débat. Pardonnez-moi si je caractérise trop grossièrement, mais pour tenter de résumer, Charlie ne pense pas que le fait de présenter les socialistes avec un (D) à côté de leur nom soit une tactique ayant quelque chose à offrir au mouvement socialiste et aimerait que cette pratique cesse complètement aujourd'hui. En attendant, Justin pense qu'il est inutile de faire une fixation sur la question du sigle et que nous devrions continuer à faire campagne pour les socialistes au sein du Parti démocrate et voir où cela nous mène, en restant ouverts à la possibilité d'un réaligement comme étant la voie de moindre résistance vers un parti fonctionnel pro-travailleurs.

Pour répondre d'abord à Justin, ma position est qu'il est essentiel de plaider explicitement en faveur de la création d'un parti indépendant pour promouvoir les intérêts de la classe ouvrière. Si nous agissons en gardant ce but à l'esprit, il éclairera nos décisions stratégiques en cours de route. Je suis assez favorable à l'argument selon lequel si nous sommes assez forts pour nous séparer sans être immédiatement écrasés ou oubliés, nous sommes aussi probablement assez forts pour dominer une coalition pendant un certain temps – mais je pense que nous devrions viser plus haut que la domination fragile dans une coalition qui comprend les ennemis directs du projet socialiste.

L'organe idéal pour la lutte électorale socialiste est un parti politique qui n'est pas une coalition

interclasse, explicitement. En d'autres termes, il est préférable qu'il n'y ait pas de capitalistes qui se baladent encore dans le parti, et qui tentent nécessairement de retrouver la domination (ce qu'ils seront bien placés pour faire, puisqu'ils sont après tout la classe dominante). Je ne suis pas non plus particulièrement optimiste quant à la possibilité que la classe capitaliste quitte volontairement le Parti démocrate en réponse à la menace que nous représentons. Je m'attends à ce qu'ils jugent avec perspicacité que l'abandon de l'un de leurs deux principaux atouts politiques (les deux grands partis politiques américains) est un coup d'échec stupide. Par conséquent, je pense que nous allons finir par vouloir construire un parti séparé, lorsque les conditions seront réunies, et je crois que nous devrions essayer de créer ces conditions.

Cependant, je ne pense pas que ces conditions soient réunies pour le moment, et en fait je ne pense même pas qu'elles soient imminentes. C'est la moitié de mon désaccord avec le point de vue de Charlie. Selon moi, nous n'avons pas de circonscription électorale suffisamment importante ou politiquement cohérente – malgré les progrès considérables réalisés au cours des cinq dernières années en particulier – pour résister à l'inévitable assaut si nous refusons de nous présenter avec l'étiquette du Parti démocrate et si nous ne nous présentons plus qu'avec notre sigle à partir de maintenant.

Nous devons préparer le terrain avec assiduité, et cela passe par une politique électorale, idéalement sur une plateforme aussi large que possible, ce qui signifie souvent se présenter avec l'étiquette du Parti démocrate. Tout en prenant au sérieux les obstacles dressés par l'establishment du Parti démocrate, nous devons également prendre au sérieux la menace de dépenser notre précieuse énergie en ce moment crucial pour construire un parti séparé, pour ensuite avoir mal jugé sa viabilité et finir par le voir dépérir, ses architectes mis à l'écart et démoralisés.

L'autre moitié de mon désaccord avec le point de vue de Charlie est que, bien que je pense qu'il a raison sur les nombreuses limites qu'il y a à se présenter et à gouverner en tant que Démocrate, je ne pense pas que ces obstacles soient plus redoutables que les obstacles posés par l'absence de toute présence électorale crédible. Quelque chose peut être extraordinairement difficile et en même temps la voie de la moindre résistance. Ils nous combattront ; nous nous défendrons ouvertement et profiterons de l'occasion pour expliquer la nature de classe du conflit politique et cultiver une circonscription qui peut servir de base partielle à un futur parti indépendant.

Ils chercheront à coopter et à castrer nos représentant•e•s élus ; nous chercherons à construire des institutions qui soient suffisamment grandes, efficaces et organisées pour que même nos représentant•e•s les moins fidèles (et nous devrions en fait nous efforcer d'en trouver de fidèles !) doivent tenir compte de notre position lorsqu'ils déterminent leur ligne de conduite. Ce ne sera pas facile, mais nous devons nous y atteler avec les yeux grands ouverts.

Charlie Post : Bien qu'il y ait des désaccords évidents entre nous, je suis impressionné par le ton très politique de cette discussion. Je suis également encouragé par le fait qu'aucun d'entre nous n'a adopté le « moindre mal » en appelant la gauche à « se tirer dans la jambe » en faisant campagne pour que Biden – un Démocrate néolibéral raciste – batte Trump. J'apprécie également le fait que Justin place la radicalisation actuelle dans une perspective internationale. Trop souvent, dans notre désir légitime de nous enraciner dans la réalité de la politique américaine, la nouvelle gauche socialiste a tendance à être un peu provinciale.

Meagan rejette la distinction entre la construction d'une base militante pour la lutte de masse et la construction d'une large circonscription électorale pour les candidat•e•s de gauche et socialistes. Elle affirme que « les secteurs de la gauche qui poursuivent une politique électorale populaire sont précisément ceux qui ont fait le plus de progrès vers la construction d'une base durable de militants de masse dans la période actuelle ».

Elle met en avant la combinaison réussie par DSA de la ville de New York (NYC) entre l'élection de Julia Salazar à l'Assemblée de l'État de New York (NYC) en 2018 et la construction d'une alliance militante avec les organisations de locataires comme preuve. Le fruit de cette stratégie a été « la plus importante série de réformes en faveur des locataires depuis des décennies à New York » en 2019. En outre, DSA a pu recruter des militants clés du mouvement des locataires, dont deux (Marcela Mitaynes et Phara Souffrant) font partie des quatre membres de DSA-New York qui ont remporté les primaires démocrates pour l'Assemblée de l'État de New York en 2020, garantissant ainsi leur élection dans des districts fortement pro-Démocrates.

En conséquence, affirme-t-elle, « DSA-New York est désormais plus fortement enracinée dans les mouvements pour les droits des locataires et la justice du logement, et son opération électorale ciblée a également permis d'élire des représentants de ces mouvements. En étant élues elles pourront sans doute renforcer encore plus ce type de pollinisation croisée entre la politique parlementaire et extra-parlementaire. »

Un examen plus approfondi de la loi de 2019 sur la garantie du logement et la protection des locataires révèle une réalité beaucoup plus complexe et contradictoire. Il est vrai que cette loi contient plusieurs réformes substantielles en faveur des locataires. Ces changements substantiels apporteront une plus grande sécurité aux millions de New-Yorkais de la classe ouvrière, en particulier les immigrants et les personnes de couleur, qui sont des locataires à loyer stabilisé.

Cependant, comme le reconnaissent même les partisans les plus enthousiastes de la réforme de 2019, la loi ne comporte pas de disposition relative aux expulsions seulement « pour motif valable ». Les propriétaires ne sont pas tenus de renouveler les baux, même pour les locataires qui ont régulièrement payé leur loyer ! Les propriétaires restent libres d'expulser les locataires et, dans le cas de la moitié des locataires de New York qui sont dans des appartements « au prix du marché », d'augmenter les loyers pour les nouveaux locataires.

L'absence de protection, même minimale, de la clause d'expulsion « pour motif valable » - selon laquelle les locataires ne peuvent être expulsés que pour défaut de paiement du loyer - rend les locataires de la ville et de l'État de New York vulnérables dans la période actuelle. Même la presse économique reconnaît que les États-Unis sont confrontés à un tsunami potentiel d'expulsions. Alors que le chômage de masse se poursuit au milieu de la récession/dépression et de la pandémie Covid-19 et que le Congrès semble prêt à mettre fin à la prime de 600 dollars par semaine pour l'indemnisation du chômage, des millions de travailleurs - comme toujours sous le capitalisme, les femmes seules avec enfants et les personnes de couleur en nombre disproportionné - sont confrontés à la perspective de devoir choisir entre acheter de la nourriture et payer un loyer. Plus de 25 % des ménages locataires consacrent actuellement plus de la moitié de leur revenu avant impôt au loyer et aux services publics. Alors que même le New York libéral est prêt à mettre fin à son moratoire temporaire sur les expulsions, la réforme de 2019 ne fera pas grand-chose pour empêcher une augmentation du nombre de sans-abri à un niveau que les États-Unis n'ont plus vu depuis les années 1930.

Les organisations de défense des droits des locataires et pour le droit au logement avec lesquelles DSA a noué des relations dans le cadre de la campagne Salazar sont-elles prêtes à s'organiser efficacement contre les expulsions massives ? Les deux organisations les plus importantes impliquées dans l'obtention des réformes de 2019 sont le Metropolitan Council on Housing, basé à New York, et l'organisation Tenants & Neighbors, présente dans tout l'État de New York. Toutes deux ont une longue histoire de défense des locataires : organisation du lobbying auprès des élus de la ville et de l'État, représentation juridique des locataires et organisation de grèves de loyers autorisées par la loi (lorsque les propriétaires ne font pas l'entretien le plus élémentaire, les associations de locataires sont tenues de déposer le loyer retenu sur un compte bancaire et de payer

l'arriéré de loyer lorsque le propriétaire effectue des réparations).

Malheureusement, ces organisations sont mal préparées pour mener le type d'action directe, d'organisation illégale qui sera nécessaire pour mettre fin aux expulsions dans la période à venir. Au plus fort de la Grande Dépression des années 1930, les communistes, les socialistes et d'autres radicaux ont organisé les chômeurs multiraciaux pour exiger une aide en espèces (allocations de chômage), des vêtements de secours et contre les expulsions. Le mouvement des chômeurs n'a pas eu recours au lobbying auprès des élus ou aux tribunaux, mais à l'organisation de manifestations qui se sont confrontées physiquement à la police pour empêcher les expulsions ou pour remettre les meubles et les biens des gens dans leurs appartements.

La clause d'expulsion seulement « pour motif valable » a été obtenue à Philadelphie en 2018 grâce à une approche très différente. L'Union des locataires de Philadelphie (PTU), une organisation de base, a organisé des manifestations de rue, des grèves des loyers et des actions directes de résistance à l'expulsion pour faire pression sur le conseil municipal de Philadelphie afin qu'il adopte l'une des mesures anti-éviction les plus strictes des États-Unis - sans aucune implication dans la machine électorale du Parti démocrate. La campagne du PTU fournit une base beaucoup plus solide pour le type de résistance aux expulsions par action directe qui sera à l'ordre du jour dans la période à venir.

Il n'y a pas moyen d'éviter, dans la pratique, les différences fondamentales entre la constitution d'un cadre militant pour des mouvements sociaux perturbateurs, et une base électorale majoritaire pour une campagne électorale dont le but est de remporter un siège, même si c'est pour le politicien le plus radical. Les mouvements exigent des actions illégales et risquées, une organisation démocratique et la construction d'une solidarité au-delà des différences de race et de sexe. Ils gagnent en fait des réformes et construisent une conscience radicale. Les campagnes électorales exigent de remporter plus de 50 % des voix dans les bureaux de vote ; elles exigent peu de contrôle de la part des participants, tendent à éviter les revendications qui divisent ou sont radicales et, en général, ne permettent pas d'obtenir des changements adéquats ni de construire une conscience radicale.

Justin le reconnaît dans son analyse des raisons pour lesquelles la campagne de Bernie pour 2020 n'a pas été aussi fructueuse que celle de 2016 : « Le facteur clé sous-jacent est qu'une partie insuffisante de l'électorat primaire démocrate croyait qu'une grande partie de la plate-forme Sanders était politiquement possible. Bernie a perdu parce que la plupart des gens croient que le monde est tel qu'il est et qu'il ne peut pas changer de manière significative. Bernie et beaucoup de ceux qui l'ont soutenu ont parlé d'un mouvement, mais je pense qu'il n'existait pas, malgré tous ses efforts pour le construire ».

Malheureusement, la nouvelle gauche socialiste a tiré une leçon négative de ces différences au cours de l'été. DSA, en tant qu'organisation nationale, a rencontré d'énormes difficultés pour passer d'une orientation quasi exclusive vers la politique électorale à un engagement actif dans le soulèvement multiracial antiraciste. Il a fallu des efforts concertés dans plusieurs villes par les « personnes de couleur » socialistes et les membres non électoraux pour que DSA lance des actions avec les militants de #BlackLivesMatter contre le racisme de la police. Aujourd'hui, la plupart des membres de DSA semblent à nouveau s'orienter vers des campagnes électorales à bas prix plutôt que de travailler avec des militants nouvellement radicalisés pour construire de nouvelles organisations antiracistes indépendantes.

Il est clair que les socialistes peuvent utiliser les élections pour donner une expression politique aux luttes sociales et qu'ils le font - à condition que leurs campagnes soient indépendantes de nos ennemis de classe et lorsqu'ils sont responsables devant nos mouvements. Si vous pensez que le

changement passe par l'obtention d'un mandat électif et que votre objectif est de gagner à tout prix, alors le recours au « sigle du Parti démocrate » est tout à fait logique. Toutefois, si notre objectif est de faire entendre la voix de notre classe et de ses luttes - véritable source de radicalisme et de pouvoir - nous devons reconnaître que le Parti démocrate est une machine politique capitaliste très disciplinée qui écrasera ou désamorcera constamment tout défi radical.

Justin a raison de dire que le système électoral et de partis américain pèse lourd face aux contestations des tiers. Cependant, ces défis ne sont pas et n'ont pas été insurmontables. Au début des années 1920 et au milieu des années 1930, les radicaux travaillistes et les syndicats locaux ont créé des partis travaillistes locaux et d'État (et des syndicats agricoles) qui ont remporté des élections, sans aucune période de gestation au sein du Parti démocrate ou républicain avant une « sale rupture ». La clé de leur succès à l'époque, c'étaient des luttes de masse dynamiques qui ont fait évoluer les consciences d'une minorité importante de travailleurs. Ça reste le cas aujourd'hui. Leur expérience du pouvoir par le biais de grèves, d'occupations et de marches de masse les a rendus prêts à « gaspiller leur vote » pour des candidats qui n'avaient pas de chance immédiate de succès électoral. Construire et soutenir la lutte de masse doit être la priorité de la nouvelle gauche socialiste aujourd'hui.

Tithi Bhattacharya est co-rédactrice en chef de Spectre. Elle a coordonné Social Reproduction Theory (Pluto Press, London 2017) et a écrit, avec Cinzia Arruza et Nancy Fraser, Feminism for the 99 % : A Manifesto (Verso, London-New York 2019, traduit en français sous le titre Féminisme pour les 99 %. Un manifeste, La Découverte, Paris 2019).

Meagan Day est journaliste à Jacobin et co-auteur avec Micah Uetricht de Bigger Than Bernie : How We Go From the Sanders Campaign to Democratic Socialism, Verso, London-New York 2020.

Justin Charles est concepteur d'interactions, éducateur et syndicaliste. Il est membre de la Commission politique nationale des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), militant à New York et membre du caucus des Afrosocialistes et Socialistes de couleur et du caucus Emerge de DSA.

Charlie Post est co-rédacteur en chef de Spectre et membre du secteur ouvrier de DSA de New York.

Cette table ronde a été publiée par site de la revue Spectre le 22 septembre 2020 : (Traduit de l'anglais par JM).

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Publié dans Inprecor, no 677/678 d'août-septembre-octobre 2020

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Apres-Sanders-la-gauche-en-debat>

Notes

[1] United States Immigration and Customs Enforcement (ICE) est une agence de police douanière et de contrôle des frontières du département de la Sécurité intérieure des États-Unis. Elle pourchasse les sans-papiers et les déporte, gère des camps où sont parqués les immigrants, fait détenir les mineurs en les séparant de leurs parents qui tentent de traverser la frontière mexicaine...